siégeant hors de cette Province.—Au sujet du second de ces Actes, nous avons tant avant sa passation, et lors même qu'il était en progrès dans les Chambres du Parlement à la connaissance et avec l'approbation des Ministres de Sa Majesté, que depuis lors, fait des représentations également multipliées. Nous savons que cet Acte a eu pour effet outre qu'il autorise le monopole de terres améliorées maintenant possédées et habitées par le Peuple de cette Province, de confirmer une vente illégale de près d'un million d'acres des Terres vacantes de cette Province faite à la dite compagnie, en outre des privilèges insolites qu'il accorde à la même compagnie à l'égard de l'emploi des produits de la dite vente, privilèges qui n'appartiennent qu'à la Législature Provinciale dont on a par là usurpé les attributions. Ce sujet se rattache aussi de près au droit incontestable des Sujets Britanniques habitant cette Province et de ceux qui viennent s'y établir, de n'être taxés que de leur libre consentement par l'organe de leurs Représentans. La dite vente a aussi soustrait à la libre colonisation la partie la plus avantageuse des Terres accessibles, les seules de ces Terres, à proprement parler, qui eussent échappé aux systèmes de fraude, de péculat et d'accaparement qu'ont sans cesse fait régner dans ce département les serviteurs du Gouvernement de Sa Majesté en cette Province. Nous croyons humblement qu'indépendamment des hautes considérations qui précèdent, on a perdu de vue un point essentiel du droit public du Pays, savoir : que les Terres vacantes de cette Province ne sont pas de la même nature que les biens héréditaires et patrimoniaux attachés à la Couronne, non plus qu'elles n'ont eu ce caractère lorsqu'elles étaient possédées par les Rois Très-Chrétiens. Elles formaient alors, et nous jugeons qu'elles forment encore aujourd'hui, partie du domaine public de l'État, lequel dans les diverses dépendances de l'Empire, est soumis à la garde paternelle de Sa Majesté pour l'avantage de leurs habitans et des autres Sujets de l'Empire qui viennent s'y établir, et est sujet à l'autorité suprême du Parlement ; et nous concevons qu'en cette Province le Parlement Provincial est pleinement et exclusivement revêtu de cette autorité, à l'exercice de laquelle nous ne renoncerons jamais volontairement. Nous croyons avoir assez donné de preuves que nous avons une parfaite disposition à l'exercer pour l'avantage de toutes les classes des Sujets de Sa Majesté, pour qu'aucune considération étrangère aux lois et à la constitution, puisse engager le Parlement du Royaume-Uni ou les Ministres de Sa Majesté à tenter d'abréger par force sur ce point les droits du Parlement Provincial.

S'il fallait d'autres motifs que ceux du droit constitutionnel et du droit public du Pays, pour mettre hors de doute le point de vue sous lequel nous envisageons cette question, nous dirions que dans la pratique, d'autres parties du domaine public de cette Province plus anciennement profitables, ont continué à être administrées comme sortant entièrement la même nature qu'avant la cession du Pays ; que dans plusieurs circonstances il n'a pas été suscité d'objection à divers Actes du Parlement Provincial qui ont statué sur des sujets y relatifs, et que dès le commencement de l'opération de l'Acte même qui a défini les formes de notre présente Constitution, circonstance qui ne peut manquer d'avoir du poids auprès de Votre Honorable Chambre, le Gouvernement de Sa Majesté a reconnu la nature et la destination des Terres vacantes de cette Province, par cela même qu'il en a réservé et a continué jusqu'à présent d'en réserver une septième partie pour appartenir plus particulièrement à la Couronne et être sous son contrôle spécial. Au lieu de ce septième, les autorités exécutives se sont emparées de la totalité de ces Terres dont elles ont disposé pour l'avantage personnel de leurs Membres et de leurs amis et subalternes, pour établir la corruption dans la Représentation et dans le Peuple, et pour attribuer une irresponsabilité indue aux administrations provinciales, et les soustraire entièrement au contrôle et à l'influence de cette Chambre. Pour garantir leurs dilapidations passées, et pour se donner les mêmes moyens pour le mauvais Gouvernement à l'avenir, les mêmes autorités ont érigé en doctrine ce qui n'avait jusque là été qu'un acte coupable, et ces prétentions rendues puissantes par leurs effets mêmes, se sont malheureusement fait jour jusqu'au Trône de Sa Majesté, et jusqu'aux Conseils Suprêmes du Royaume-Uni.

Sous l'ancien Gouvernement du Canada, la colonisation des terres, sous un système aussi régulier et aussi facile que possible, et conforme aux circonstances du climat, des lois, des mœurs et des lieux, par les habitans d'alors et par les autres régnicoles qui venaient s'y établir, était regardée comme un point tellement essentiel, qu'une très-grande partie de l'ancien droit du Pays a rapport à cet objet, et établit des règles qui assurent les droits de la population à obtenir des lots de terre pour les cultiver, et qui fixent les droits relatifs de toutes les parties intéressées. Nous concevons que le pouvoir d'assurer l'efficacité de ces lois, de les modifier, de les remplacer par d'autres au besoin, est entièrement dévolu au Parlement Provincial. Nous regrettons que depuis le changement de domination, d'un côté les exactions de quelques Seigneurs, et les faveurs indues qui sont résultées pour d'autres de l'Acte des Tenures, d'un autre côté la mauvaise administration des terres non concédées, et les prétentions de l'Exécutif à disposer de ces terres sans contrôle, aient entièrement nullifié les avantages qui étaient les plus propres à avancer le bien-être moral et matériel du Peuple, à donner de la stabilité à ses institutions, et à son existence politique comme partie heureuse et affectionnée des Sujets de Sa Majesté. Nous sommes sûrs que la population Canadienne de toutes les origines a eu également à se plaindre des vices et abus ci-dessus. Nous ne pouvons croire que tandis que des droits aussi essentiels étaient reconnus et respectés sous un Gouvernement monarchique absolu, l'opération de la Constitution Britannique, imparfaite il est vrai dans son application à cette Province, sera absolument insuffisante pour les maintenir.

Votre Honorable Chambre ne peut ignorer que la sévérité du climat en cette partie du monde, et plusieurs autres causes particulières, font du défrichement des Terres pour les soumettre à l'agriculture, l'une des principales ressources de la population surabondante, et le débouché le plus certain pour le placement des modiques capitaux du Peuple du Pays. Les ressources que présenteraient les Terres vacantes